



Treaty Series No. 10 (1975)

# Exchange of Notes

between the Government of the  
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland  
and the Provisional Government of  
National Union of Laos

concerning the participation of the  
United Kingdom in the Foreign Exchange  
Operations Fund for Laos

Vientiane, 30 April 1974

[The Agreement entered into force on 30 April 1974]

*Presented to Parliament  
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
by Command of Her Majesty  
February 1975*

LONDON  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

12p net

**EXCHANGE OF NOTES**  
**BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM**  
**OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE**  
**PROVISIONAL GOVERNMENT OF NATIONAL UNION OF LAOS**

No. 1

*The Vice-President of the Council of Ministers and Minister of  
Foreign Affairs of Laos to Her Majesty's Ambassador at Vientiane*

Excellence,

*Vientiane, le 30 Avril, 1974.*

J'ai l'honneur de me référer au programme de stabilisation sur lequel le Gouvernement Royal du Laos, en consultation avec le Fonds Monétaire International, s'est engagé le 24 Décembre 1963, par échange de lettres à cette date, avec les Gouvernements d'Australie, du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amerique et de la France, programme auquel le Gouvernement du Japon a accédé par échange de lettres en date du 7 Avril 1965.

Afin de poursuivre le programme de stabilisation pendant l'année calendaire 1974, le Gouvernement Royal du Laos s'engage à prendre les mesures spécifiques suivantes:

I.A.—Le Gouvernement Royal du Laos limitera le découvert net de trésorerie (net inflationary borrowing), en tenant compte des recettes provenant de la redevance de change s'il y en a, pendant l'année calendaire 1974 à un plafond de 16,2 milliards de Kip en prenant d'urgence les mesures fiscales nécessaires pour atteindre cet objectif. Dans ce but, le Gouvernement Royal du Laos limitera le déficit budgétaire à 13,2 milliards de Kip pendant l'exercice budgétaire 1973/1974 et se propose de limiter à 17,4 milliards de Kip le déficit budgétaire pendant l'exercice budgétaire 1974/1975.

Si les recettes provenant de la redevance de change pour l'exercice budgétaire 1973/74 dépassent les estimations actuelles de 8,4 milliards de Kip, le Gouvernement Royal du Laos accepte de réduire le déficit d'un montant correspondant à l'excédent de ces recettes.

B.—Le Gouvernement Royal du Laos assurera un contrôle effectif de ses engagements et de ses dépenses de telle sorte que le plafond des dépenses autorisées ne soit pas dépassé.

C.—Le Gouvernement Royal du Laos prendra les mesures nécessaires pour préparer un budget Kip intégré ainsi qu'un budget en devises y afférant pour l'année budgétaire 1974/1975 et ce avant le 30 Juin 1974. Le Gouvernement Royal du Laos informera les autres Gouvernements Contributaires des mesures prises dans ce sens et des résultats enregistrés.

D.—Le Gouvernement Royal du Laos accentuera ses efforts tendant à élargir la base de la fiscalité, à assurer le recouvrement total des droits et taxes existants et le prompt versement au Trésor de toutes les recettes effectuées. Si les recouvrements trimestriels n'atteignent pas les prévisions, le Gouvernement Royal du Laos prendra les mesures propres à les augmenter. Si les rentrées fiscales dépassent les prévisions budgétaires, l'excédent servira à réduire le déficit budgétaire ou à financer des dépenses de développement.

E.—Le Gouvernement Royal du Laos accepte que les autres Gouvernements Contributaires continuent à lui fournir des experts qui apporteront leur assistance dans l'élaboration et la mise en oeuvre du Budget national.

II.—Le Gouvernement Royal du Laos a exposé aux autres Gouvernements Contributaires les contrôles effectués sur les crédits publics et privés en vue de freiner l'augmentation de la masse monétaire et les avisera des mesures compatibles avec la politique d'assainissement de l'Economie Nationale qui seront prises ultérieurement.

III.A.—Le Gouvernement Royal du Laos, afin de contrôler les recettes et les dépenses en devises, continuera à établir des comptes relatifs au budget devises pour toutes ses transactions en devises. La réglementation des changes sera appliquée par le Service National des Changes à qui incombera la responsabilité du contrôle et de la comptabilisation de toutes les transactions officielles de change.

B.—Le Gouvernement Royal du Laos et la Banque Nationale du Laos n'acquerront et ne déboursent de devises que par l'intermédiaire du budget devises suivant les prescriptions de la réglementation des changes. Il en est de même pour les Sociétés d'Etat et pour les Sociétés d'Economie Mixte en ce qui concerne le remboursement de leurs dettes extérieures à moyen et à long terme.

C.—Le Gouvernement Royal du Laos maintiendra un marché légal des devises. Afin d'aider à maintenir un fonctionnement régulier du marché légal, j'ai l'honneur de demander à votre Gouvernement de se joindre au Gouvernement Royal du Laos pour participer à un Fonds des Opérations de Change pour le Laos et de faire les propositions suivantes:

IV.A.—Il sera créé un Conseil Consultatif de Stabilisation qui comprendra les Représentants du Gouvernement Royal du Laos, le Directeur du Fonds des Opérations de Change, le Représentant résident du Fonds Monétaire International et un Représentant de chacun des autres Gouvernements Contributaires.

B.—Le Conseil Consultatif de Stabilisation sera chargé de suivre chaque mois les progrès du programme de stabilisation et recevra, pas plus de vingt jours après la fin de chaque mois et au moins deux jours ouvrables avant sa réunion mensuelle, des rapports écrits couvrant les opérations du mois précédent:

- 1) de la Direction du Budget,
- 2) du Service National des Changes,
- 3) de la Commission d'Octroi des Devises,
- 4) de la Banque Nationale du Laos,
- 5) du Directeur du Fonds des Operations de Change pour le Laos,

afin de pouvoir s'assurer de la bonne exécution du programme de stabilisation. Le Conseil Consultatif de Stabilisation fera des recommandations, aux Gouvernements Contributaires et au Directeur du Fonds des Opérations de Change pour le Laos, touchant les progrès du programme de stabilisation et les moyens d'améliorer son exécution.

V.—Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord donne son accord à ce que les Kip provenant de la vente par le Fonds des Opérations de Change des dollars fournis au Fonds par le Gouvernement du Royaume-Uni soient, sur la demande du Gouvernement Royal du Laos, versés à la Banque Nationale du Laos pour l'amortissement de la dette du Gouvernement Royal du Laos à l'égard de la Banque, ce qui précède sera soumis à la condition que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit d'utiliser jusqu'à concurrence de dix pour cent des Fonds de contre partie provenant de sa contribution pour 1969 après un an de fonctionnement et jusqu'à concurrence de dix pour cent de contrepartie provenant de chaque paiement de ses contributions au titre des années 1970 à 1974 après un délai d'un an à compter de la date de ce paiement au Fonds pour couvrir des frais engagés sur place et d'autres dépenses pour les projets de développement économique au Laos auxquels participe le Gouvernement du Royaume-Uni.

VI.—Conscient de ce que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord apprécierait que d'autres Gouvernements participent au Fonds des Opérations de Change pour le Laos en plus les Gouvernements Contributaires actuels le Gouvernement Royal du Laos est disposé à solliciter activement de telles contributions nouvelles.

VII.—Si l'une des parties à cet Accord pense qu'elle est dans l'incapacité de remplir les engagements qui y sont inclus, elle consultera sans délai l'autre partie.

VIII.—Le présent Accord pourra être amendé d'un commun Accord.

IX.—Après consultation entre nos deux Gouvernements, l'une ou l'autre partie pourra mettre fin au présent Accord.

Dès réception de la lettre de Votre Excellence indiquant que les présents engagements et propositions sont agréés par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, le Gouvernement Royal du Laos considèrera que cette lettre et la réponse de Votre Excellence constitueront un Accord entre nos deux Gouvernements, devant entrer en vigueur à la date de la réponse de Votre Excellence.

Le Gouvernement Royal du Laos remercie le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord de l'aide qu'il apporte à la réalisation de ce programme et je suis particulièrement heureux de vous exprimer à cette occasion nos sentiments de gratitude.

Je prie Votre Excellence, de bien vouloir agréer les assurances de ma haute considération.

PHAGNA PHOUMI VONGVICHIT

[For translation see No. 2]

*Her Majesty's Ambassador at Vientiane to the Vice-President of the  
Council of Ministers and Minister of Foreign Affairs of Laos*

*British Embassy,  
Vientiane.*

Your Excellency,

30 April 1974.

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter of this date which reads in English as follows:

"I have the honour to refer to the Stabilization Programme into which the Royal Lao Government, in consultation with the International Monetary Fund, entered on 24 December 1963 by letters exchanged on that date with the Governments of Australia, France, the United Kingdom and the United States,<sup>(1)</sup> and to which the Government of Japan acceded by exchange of letters dated 7 April 1965.

To extend the Stabilization Programme through the calendar year 1974, the Royal Lao Government undertakes to introduce the following specific measures:

I.A. The Royal Lao Government shall limit its net inflationary borrowing inclusive of foreign exchange surcharge proceeds, if any, during calendar year 1974 to a maximum of 16.2 billion kip, taking necessary fiscal measures on an urgent basis to achieve this. To this end, the Royal Lao Government shall limit its budgetary deficit during fiscal year 1973-74 to 13.2 billion kip and proposes to limit its budgetary deficit during fiscal year 1974-75 to 17.4 billion kip. Should the foreign exchange surcharge proceeds for the fiscal year 1973-74 exceed the present estimate of 8.4 billion kip, the Royal Lao Government agrees to reduce the budget deficit by a corresponding amount.

I.B. The Royal Lao Government shall exercise effective control over its obligations and expenditures to ensure that authorized expenditure ceilings are not exceeded.

I.C. The Royal Lao Government shall take the necessary measures to prepare an integrated kip budget and a thereto related foreign exchange budget for fiscal year 1974-75 before 30 June 1974. The Royal Lao Government shall inform the other Contributing Governments of the measures taken in this respect and of the progress achieved.

I.D. The Royal Lao Government shall make more strenuous efforts to broaden the basis of tax collection, to assure full collection of existing taxes and duties, and to ensure the prompt deposit into the Treasury of all revenues. If actual collections in any quarter of the calendar year fall short of the estimates the Royal Lao Government will take the necessary measures to increase such collections. If actual collections exceed budget revenues, the excess shall be used to reduce the budgetary deficit or be programmed for developmental expenditures.

I.E. The Royal Lao Government agrees that the other Contributing Governments should continue to furnish budget experts to the Royal Lao Government to assist in the formulation and to advise on the implementation of the national budget.

---

(<sup>1</sup>) Treaty Series No. 20 (1964), Cmnd. 2331.

II. The Royal Lao Government has advised the other Contributing Governments of the specific controls instituted on public and private credit in order to restrict the expansion of money supply and will advise them of further such measures taken in harmony with its policy of reform for the national economy.

III.A. The Royal Lao Government, in order to control its receipts and expenditures of foreign exchange, shall establish and maintain accounts related to the Foreign Exchange Budget for all its foreign exchange transactions. The Foreign Exchange Regulations shall be administered by the National Exchange Office which shall be responsible for control and accountability of all official foreign exchange transactions.

III.B. The Royal Lao Government and the National Bank of Laos shall acquire and disburse foreign exchange only by the means and for the purposes prescribed in the Foreign Exchange Budget and the Foreign Exchange Regulations. The same applies to the Sociétés d'Etat and the Sociétés d'Economie Mixte with respect to the repayment of their medium and long-term external debts.

III.C. The Royal Lao Government shall maintain a legal market in foreign exchange. To assist in maintaining orderly conditions in the legal market, I have the honour to request that your Government shall join the Royal Lao Government in contributing to a Foreign Exchange Operations Fund for Laos and to make the following further proposals:

IV.A. A Stabilization Consultative Committee shall be established which will include representatives of the Royal Lao Government, the Manager of the Foreign Exchange Operations Fund for Laos, the Resident Representative of the International Monetary Fund, and a representative of each of the other Contributing Governments.

IV.B. The Stabilization Consultative Committee shall be responsible for examining monthly the progress of the Stabilization Programme and shall receive no later than twenty days after the close of each month and at least two working days before its monthly meeting, reports in writing covering the previous month's operations, from the Budget Office, the National Exchange Office, the Exchange Authorizing Commission, the National Bank of Laos, and the Manager of the Foreign Exchange Operations Fund for Laos with a view to assuring the proper implementation of the Stabilization Programme. The Stabilization Consultative Committee shall make recommendations to the Contributing Governments and to the Manager of the Foreign Exchange Operations Fund for Laos on the progress of the Stabilization Programme and ways to improve its implementation.

V. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree that the kip generated by the sale through the Foreign Exchange Operations Fund of dollars contributed to the Fund by the Government of the United Kingdom, shall at the request of the Royal Lao Government, be paid to the National Bank of Laos for retirement of the Royal Lao Government debt owed to the Bank, with the provision despite the foregoing that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland reserve the right to use up to ten per cent of the counterpart funds generated by their 1969 contribution after one year of operations and up to ten per cent of the counterpart funds generated by any instalment of their 1970 to 1974

contributions after the elapse of one year from the date of payment of the instalment into the Fund to defray local costs and other expenses of economic development projects in Laos to which the Government of the United Kingdom contribute.

VI. Being aware that the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland would welcome contributions to the Foreign Exchange Operations Fund by other Governments in addition to the existing Contributing Governments, the Royal Lao Government agrees actively to seek contributions to the Fund from such other Governments.

VII. Should either party to this Agreement come to believe it will be unable to fulfil any of its obligations under the Agreement, it shall consult the other party immediately.

VIII. This Agreement may be amended by mutual agreement.

IX. This Agreement may be terminated by either Government after consultation between our two Governments.

X. This Agreement shall, to the extent that it is inconsistent with the provisions of previous Agreements between our two Governments regarding the Foreign Exchange Operations Fund, supersede those previous Agreements.<sup>(2)</sup>

On receipt of your letter indicating that the foregoing undertakings and proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland the Royal Lao Government shall consider that this letter and your reply constitute an agreement between our two Governments to enter into force on the date of your reply.

The Royal Lao Government thanks your Government for bringing its assistance to the realization of this programme and I am particularly happy to express to you on this occasion our sentiments of gratitude."

I have the honour to inform Your Excellency that the foregoing undertakings and proposals are acceptable to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland who therefore agree that Your Excellency's letter together with the present reply shall constitute an Agreement between the two Governments which shall enter into force as of this date. Specifically, my Government hereby accede to the request of the Royal Lao Government to participate in the Foreign Exchange Operations Fund for Laos during calendar year 1974.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

A. E. DAVIDSON

*Her Britannic Majesty's Ambassador*

- 
- <sup>(2)</sup> Treaty Series No. 20 (1964), Cmnd. 2331.  
Treaty Series No. 57 (1965), Cmnd. 2699.  
Treaty Series No. 29 (1966), Cmnd. 2999.  
Treaty Series No. 26 (1967), Cmnd. 3236.  
Treaty Series No. 74 (1968), Cmnd. 3738.  
Treaty Series No. 114 (1969), Cmnd. 4204.  
Treaty Series No. 48 (1970), Cmnd. 4378.  
Treaty Series No. 45 (1971), Cmnd. 4695.  
Treaty Series No. 102 (1972), Cmnd. 5075.  
Treaty Series No. 57 (1973), Cmnd. 5324.